Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil 2025TALCH01 / 00010

Audience publique du mardi vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2023-00298 du rôle

Composition :

Gilles HERRMANN, premier vice-président,
Marc PUNDEL, premier juge,
Catherine TISSIER, premier juge,
Luc WEBER, greffier.

A la requête du

Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ayant ses bureaux à la Cité Judiciaire à Luxembourg,

partie demanderesse aux termes d'une requête en rectification d'un acte de l'état civil du 2 janvier 2025, déposée le 6 janvier 2025.

Le Tribunal :

Entendu le représentant du Ministère Public à l'audience publique du 14 janvier 2025.

Par requête déposée au greffe du tribunal le 6 janvier 2025, Monsieur le procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, demande à voir rectifier les erreurs matérielles affectant l'acte de décès n° NUMERO1.) dressé par l'officier de l'état civil de la commune de ALIAS1.) à la suite d'un jugement civil n° NUMERO2.) du DATE1.), ayant constaté le décès d'une personne inconnue le DATE2.), dont le cadavre a été découvert le DATE3.) dans un bois, lieu-dit « ADRESSE1.) » jouxtant le chemin repris NUMERO3.) entre ADRESSE2.) et ADRESSE3.), aux coordonnées de géolocalisation géographique ALIAS2.), d'un âge estimé de soixante-dix ans, ayant mesuré 168 cm et ayant pesé 67,5 kg, ayant porté une chemise à carreaux de couleur bleue, blanche et verte.

Le Ministère Public expose qu'au moment de l'établissement de l'acte de décès l'identité du défunt n'aurait pas été connue, mais qu'un rapport d'expertise génétique n° NUMERO4.) établi le DATE4.) par le Service d'identification génétique du Département médico-légal du Laboratoire National de la Santé aurait permis de déterminer que le défunt est PERSONNE1.), né le DATE5.) à ADRESSE4.), Luxembourg, de sorte qu'il y aurait lieu à rectification de l'acte de décès précité.

Aux termes de l'article 99 alinéa 1^{er} du Code civil, « *lorsque la rectification de l'acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf l'appel, par le tribunal compétent, et sur les conclusions du procureur d'Etat. Les parties intéressées seront appelées, s'il y a lieu...* ».

Il a été retenu que le fait générateur de l'erreur est sans influence sur la recevabilité de la demande en rectification. La seule préoccupation des tribunaux appelés à rectifier un acte est de rétablir celui-ci dans l'état qui aurait dû être le sien, initialement, non de sanctionner des fautes ou des négligences plus ou moins coupables. Il n'y a donc pas lieu de rechercher si l'erreur est imputable à un cas de force majeure ou, au contraire, à une simple inadvertance. Il n'y a pas lieu, non plus, de s'attarder au fait que l'erreur aurait été commise, délibérément ou non, par la personne qui poursuit la rectification. En effet, l'article 99 du Code civil, relatif à la rectification des actes de l'état civil, ne distingue pas selon le caractère volontaire ou non des erreurs contenues dans les actes de l'état civil. » (JurisClasseur civil art. 99-101, fasc. 20, mise à jour 25 novembre 2010, N° 44, 71 et 85, cité dans TAL, 24 novembre 2014, numéro 157486 du rôle).

Dans les conditions données, au vu rapport d'expertise génétique n° NUMERO4.) établi le DATE4.) par le Service d'identification génétique du Département médico-légal du Laboratoire National de la Santé ayant permis de déterminer que le défunt, dont le cadavre a été découvert le DATE3.) dans un bois, lieu-dit « ADRESSE1.) » jouxtant le chemin repris NUMERO3.) entre ADRESSE2.) et ADRESSE3.), aux coordonnées de géolocalisation géographique ALIAS2.), d'un âge estimé de soixante-dix ans, ayant mesuré 168 cm et ayant pesé 67,5 kg, ayant porté une chemise à carreaux de couleur bleue, blanche et verte, est PERSONNE1.), né le DATE5.) à ADRESSE4.), Luxembourg et au vu de la circonstance que tel qu'il a été dressé, l'acte de décès précité est manifestement incorrect et incomplet, il y a lieu de faire droit à la requête.

Il y a partant lieu de faire droit à la demande en rectification et de corriger l'acte de décès n° NUMERO1.) dressé par l'officier de l'état civil de la commune de ALIAS1.) à la suite d'un jugement civil n° NUMERO2.) du DATE1.), ayant constaté le décès d'une personne inconnue le DATE2.), en ce qu'il y a lieu de dire que la ligne « nom » de la case « défunt » est rectifiée en « PERSONNE1.) », que la ligne « prénom » de la case « défunt » est remplie par « PERSONNE1.) », que la ligne « date de naissance » de la case « défunt » est remplie par « DATE5.) », que la ligne « lieu de naissance » de la case « défunt » est remplie par « ADRESSE4.), Luxembourg », que la ligne « domicile » de la case « défunt » est remplie par « ALIAS1.), ALIAS1.), Luxembourg », que la ligne « État civil » de la case « défunt » est remplie par « célibataire », que les données du père du défunt, « PERSONNE2.), décédé », et de la mère du défunt, « PERSONNE3.), décédée », sont intégrées dans la case « parents ».

Par ces motifs

le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, première chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, sur rapport de son président, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit la demande en la forme et la déclare justifiée,

partant, rectifie l'acte de décès n° NUMERO1.) dressé par l'officier de l'état civil de la commune de ALIAS1.), en ce que la ligne « nom » de la case « défunt » est rectifiée en « PERSONNE1.) », que la ligne « prénom » de la case « défunt » est remplie par « PERSONNE1.) », que la ligne « date de naissance » de la case « défunt » est remplie par « DATE5.) », que la ligne « lieu de naissance » de la case « défunt » est remplie par « ADRESSE4.), Luxembourg », que la ligne

« domicile » de la case « défunt » est remplie par « **ALIAS1.), ALIAS1.), Luxembourg** », que la ligne « État civil » de la case « défunt » est remplie par « **célibataire** », et que les données du père du défunt, « **PERSONNE2.), décédé** », et de la mère du défunt, « **PERSONNE3.), décédée** », sont intégrées dans la case « parents »,

ordonne la transcription du dispositif du jugement sur les registres de l'état civil de la commune de ALIAS1.),

dit que mention du jugement sera faite en marge de l'acte de décès n° NUMERO1.),

laisse les frais à charge de l'Etat.